

18 NOVEMBRE : assemblée des animatrices et animateurs de section (p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 12 41) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA. info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Succès du forum européen de Marseille



16 novembre

Les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens, considérant la gravité de la situation due à la politique libérale du gouvernement synonyme d'accroissement des inégalités sociales, et au vu des attentes sociales qui s'expriment dans le pays de la part des salarié-e-s du secteur public comme du secteur privé, des jeunes, des retraités, des demandeurs d'emploi, ont décidé de faire de la journée du 16 novembre une grande journée de mobilisation. Le PCF partage ce constat et appelle les militant-e-s communistes à s'engager, aux côtés des organisations syndicales et de jeunesse, dans la réussite de cette mobilisation.

SERVEZ-VOUS



MÉDIAS

P. LAURENT
France info
jeudi 16 / 8 h 30

8 novembre
L'hommage au siège du
PCF à HENRI MALBERG



Forum européen de Marseille

Mission accomplie

Pprès de 100 organisations politiques, syndicales et associatives issues d'une trentaine de pays s'étaient donné rendez-vous à Marseille les 10 et 11 novembre. Objectif? « Structurer une coopération entre les différentes forces progressistes d'Europe », affirmait sur place Anne Sabourin en charge des questions européennes à la direction du PCF. Mission accomplie : après deux jours de débats et de partage d'expériences, les différentes délégations ont adopté une résolution finale intitulée « Vers un second forum européen des forces progressistes, de gauche et écologistes ». L'idée, lancée par le PGE lorsqu'il était présidé par Pierre Laurent, s'inspire du Foro de Sao Paulo qui regroupe les différents courants progressistes d'Amérique latine et qui leur avaient permis de construire une hégémonie politique à l'échelle continentale. Au cœur des échanges : la volonté commune d'arracher l'Europe au face-à-face mortifère entre les partis néolibéraux et l'extrême droite populiste. Si les forces représentées, du Labour aux écologistes catalans en passant par la refondation communiste italienne ou Podemos, n'apportent bien sûr pas toutes les mêmes réponses aux questions posées, elles désirent ouvrir des fronts de luttes communs pour la paix, le progrès social, la préservation de l'environnement, le développement des services publics... Une première étape d'une large coopération à laquelle Jean-Luc Mélenchon n'a par ailleurs pas souhaité s'associer.

Avant de passer la soirée de vendredi dans la salle des rotatives de la Marseillaise, les délégués ont participé à un happening de solidarité avec les migrants sur le Vieux-Port de Marseille. Au micro : Marie-Christine Vergiat, députée européenne du quart Sud-Est, Jérémy Bacchi (PCF 13) et Cécile Dumas (PCF 06), Angeliki Visviki (Syriza), engagée pour un accueil digne des réfugiés en Grèce, Salih Soylemez, responsable du centre démocratique kurde de Marseille, mais aussi Francisco Murillo, secrétaire du CE cheminots Paca, dénonçant les arrestations violentes dans les trains entre l'Italie et la France. Le lendemain, un concert intitulé « Le monde est à nous » s'est tenu en conclusion du forum. La moitié de la recette sera reversée à l'association de secours en mer SOS Méditerranée.

À noter la participation de plus de 70 militants de la fédération PCF des Bouches-du-Rhône sans qui la tenue du Forum n'aurait pas été possible. ✚

Léo Purguette

PHOTOS Mohammed El Hamzaoui



Sélection à l'université

Entretien avec Camille Lainé, responsable du Mouvement jeunes communistes

LE GOUVERNEMENT A ANNONCÉ, IL Y A QUELQUES JOURS, UN PLAN ÉTUDIANTS. QUELLE EST LA RÉACTION DES JEUNES COMMUNISTES ?

Bien que malheureusement peu surpris-e-s par ces annonces, nous avons pris cette nouvelle comme un choc. Après la baisse des APL, les ordonnances contre le droit du travail et toutes les attaques sur notre génération en particulier, le duo Macron-Philippe décide d'aller encore plus loin en franchissant la ligne rouge. C'est d'autant plus inconcevable qu'ils le font sans l'assumer. Depuis le début de ces annonces, pas une seule fois le mot « sélection » n'a été prononcé. On nous parle de « prérequis », puis d'« attendus », alors que, dans les faits, il ne faut pas tourner autour du pot : ce que propose le gouvernement c'est bien la mise en place de la sélection à l'Université.

FINALEMENT CELA TOUCHE AU-DELÀ MÊME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ?

Bien sûr ! Si les étudiantes et les étudiants sont pleinement concernés, car la sélection existe déjà en partie dans les

parcours et qu'ils et elles sont actuellement dans un monde universitaire que l'on attaque, c'est en réalité toutes celles et tous ceux qui n'y sont pas encore qui sont la cible de ces annonces. S'agissant de l'orientation, c'est un scandale, puisque le gouvernement substitue à l'absurdité de l'algorithme APB, l'absurdité des critères subjectifs. L'affectation automatique est remplacée par l'arbitraire des avis de professeurs dont le rôle et la formation ne sont pas de décider de l'avenir des élèves. Toutes les formations qui recevront plus de demandes qu'elles n'auront de places pourront choisir leurs élèves. La



commission d'accès à l'enseignement supérieur au niveau du rectorat n'offre en l'état aucune garantie à un-e élève d'avoir accès à la filière de son choix. Je ne vais pas tout vous détailler, mais c'est un grave recul historique ! Et pour compenser, le gouvernement nous promet un-e deuxième professeur-e principal-e en classe de terminale et 3 000 services civiques, comme si cela pouvait compenser les conseillères et conseillers d'orientation psychologues nécessaires. C'est très grave, d'autant que le gouvernement promet également une réforme du bac qui s'inscrit dans les mêmes logiques.

COMMENT RÉUSSIR À FAIRE FACE À CETTE OFFENSIVE ?

Nous travaillons actuellement à essayer d'aborder de manière unitaire cette question avec l'ensemble des organisations de jeunesse progressistes. La première étape de ce travail est déjà franchie puisque nous avons produit un appel commun pour la manifestation du 16 novembre. Mais nous le savons, cela ne suffira pas ! Il faut donc que, partout en France et dans le rassemblement, cette bataille soit menée et que l'on crée les conditions pour faire barrage à cette réforme et porter nos contre-propositions, à commencer par une véritable augmentation des moyens et la mise en place d'un véritable service public de l'orientation qui permette à chacune et à chacun de maîtriser son parcours de vie. ✚

Construire l'alternative sociale

Les communistes proposent à tous ceux qui luttent contre la politique de Macron de construire une alternative sociale autour de grands enjeux : argent, travail, industrie, services publics, logement. Le point sur la campagne avec Igor Zamichiei, membre de la direction nationale.



Communistes

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE ?

IGOR ZAMICHELIEI : Face à l'offensive d'Emmanuel Macron, à sa politique au service exclusif des actionnaires et des plus aisés, résister ne suffit plus. Lutter « contre » est nécessaire mais lutter « pour », c'est créer les conditions d'une contre-offensive politique et idéologique autrement plus puissante. Il est temps de construire un rassemblement porteur d'un nouveau progrès social pour la France. Nous devons à la fois prolonger les conquêtes sociales du siècle dernier, qui font toujours la force de notre modèle social, et construire les nouvelles avancées sociales qui permettront de répondre aux enjeux du XXI^e siècle. L'enjeu est très important car les luttes actuelles ont besoin d'être nourries de perspectives alternatives crédibles pour qu'elles ne s'essouffent pas. Et il y a urgence, car Emmanuel Macron avance à marche forcée pour casser les piliers de notre modèle social, comme en témoignent la loi travail XXL qui va faciliter les licenciements et développer la précarité au travail ou la suppression massive des cotisations sociales qui est une attaque inédite contre la Sécurité sociale.

Communistes

POURQUOI DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL ?

I. Z. : Les forces vives du pays, les travailleurs qui créent les richesses et, parmi eux, toutes celles et ceux qui participent aux luttes contre la politique du pouvoir, doivent pouvoir se retrouver et échanger pour construire l'alternative. Ces états généraux, nous les avons imaginés comme un premier rendez-vous national ouvert à toutes et tous. Ils seront organisés le 3 février 2018 à Paris. Cinq thèmes feront l'objet de débat en ateliers : le travail et l'emploi, l'industrie, les services publics, le logement et l'utilisation de l'argent. Nous ne les avons pas choisis par hasard : au cœur des luttes actuelles, ce sont des enjeux essentiels pour le progrès social. Pour ne prendre qu'un exemple, le fait que l'État abandonne des actifs stratégiques dans Alstom et l'industrie ferroviaire rendra à terme notre pays incapable de relever les défis sociaux et environnementaux. À l'opposé de cette politique, les états généraux du progrès social permettront de déterminer les propositions et les initiatives à prendre pour un renouveau industriel de la France.

Communistes

QUELS OUTILS MILITANTS ?

I. Z. : Une affiche et des « cahiers du progrès social » ont été édités nationalement. Ces cahiers permettront d'échanger avec nos concitoyens sur chacun des thèmes retenus et de recueillir leur avis grâce à un

volet détachable à remettre aux militants ou à renvoyer au siège national. Ces cahiers présentent chaque problématique et nos propositions de manière claire et synthétique avec des rubriques spécifiques : un chiffre clé, un focus sur un cas particulier, deux rubriques « Agir tout de suite » et « Changer de logique » qui proposent des mesures alternatives à court et moyen termes et, à chaque fois, est mise en avant une proposition de loi des parlementaires communistes pour montrer les changements législatifs qui peuvent être décidés. Si chaque section ou fédération se saisit d'un thème, ce sont des centaines d'initiatives que nous pouvons organiser dans toute la France d'ici au 3 février prochain. ✚

Propos recueillis par Gérard Streiff



PARTI PRIS

Jack Ralite : « Jack était un passeur d'idées, de mots. Nous prenons avec fierté le passage de témoin qu'il nous a transmis »

"Chacun est un être singulier, le rêve c'est que ce singulier soit imbibé du collectif, ce collectif étant lui-même imbibé de tous les singuliers".

Jack Ralite

La disparition de Jack Ralite est un choc, même si nous nous étions préparés à cette issue depuis plusieurs jours. Nous perdons un communiste et un homme politique d'envergure, un des meilleurs défenseurs de la culture, un homme qui a exercé les plus hautes responsabilités au niveau de l'État, de son parti, le PCF, de sa ville, Aubervilliers. Jack Ralite, a été un des dirigeants communistes les plus respectés : bien sûr dans son parti, auquel il est resté fidèle toute sa vie, dans toute la gauche et chez les écologistes, mais aussi à droite. Dans tous les lieux où il a exercé sa présence, il a fait partager ses idées. Ce fut le cas au gouvernement Mauroy, à l'Assemblée nationale, à la Région Île-de-France, au Sénat ou à Aubervilliers dont il fut le maire, et aussi chez les créateurs, qu'ils soient écrivains, acteurs, metteurs en scène, cinéastes, philosophes, sociologues, ou médecins, chercheurs [...]. ✚

PLANÈTE

Togo

Le départ du dictateur Gnassingbé est la seule issue, l'attitude de la France scrutée avec attention



Le Togo est en ébullition. Les manifestations organisées par l'opposition politique se multiplient depuis le 19 août pour réclamer le départ du dictateur Faure Gnassingbé. Elles ont rassemblé des centaines de milliers de Togolais. Une violente répression s'est soldée par au moins 16 morts, de très nombreux blessés, des centaines d'arrestations. Des milices émanant de l'armée font régner la terreur, détruisant les biens de familles d'opposants. Des témoignages glaçants sur les exactions commises confirment que les méthodes fortes ne changent pas dans ce pays considéré comme l'une des dernières dictatures d'Afrique de l'Ouest. Installés et soutenus par l'État français depuis 50 ans, les régimes du père, Eyadéma décédé en 2005, et du fils Gnassingbé sont responsables de milliers de morts. Ils ont érigé un État policier où l'armée a fait main basse sur l'économie, en complicité avec de grandes multinationales, générant une grande pauvreté et de très fortes inégalités. Trafics, crimes économiques et crimes de sang ne font qu'un au Togo. C'est ce régime que le peuple togolais tente d'abattre courageusement.

Le départ du dictateur est la seule issue, et le plus vite sera le mieux. La coalition des 14 partis de l'opposition demande la démission de Gnassingbé, une limitation à deux mandats présidentiels et l'instauration d'un scrutin à deux tours.

C'est cette perspective que les chancelleries doivent intégrer. Le régime togolais manœuvre pour gagner du temps, car il craint un scénario similaire à celui du Burkina Faso en 2014 où une insurrection populaire a chassé l'autocrate Blaise Compaoré. Mais quelle crédibilité a-t-il, alors que l'Accord politique global signé en 2006 par l'ensemble des

“La France détient une des clés de l'issue”

forces politiques togolaises n'a jamais été appliqué? Quelle légitimité possède Faure Gnassingbé, alors qu'il a piétiné la Constitution et organisé un simulacre d'élection pour hériter du pouvoir et s'y maintenir dans la violence? De ce point de vue, l'attitude de l'État français est scrutée avec attention, tellement les rapports ont été incestueux avec la dictature. Le Président de la République et le gouvernement ne peuvent pas tenir un discours sur la fin supposée de la Françafrique et agir à l'inverse. La France détient une des clés de l'issue inéluctable qu'attendent les Togolais et les peuples de la sous-région. Au nom du peuple français qui ne veut pas se retrouver com-

plice des exactions commises, le Président de la République et le gouvernement doivent prendre d'urgence les mesures qui s'imposent : ils ne peuvent plus, alors que des manifestants meurent sous les balles, se contenter d'appeler « les parties à l'apaisement et à entamer un dialogue ». Ils doivent envoyer des signaux forts, à commencer par la suspension de toute coopération avec la police et l'armée togolaises. Des conseillers militaires, du financement et du matériel français sont utilisés par des forces responsables d'exactions. La vente au Togo d'hélicoptères français de type Gazelle est envisagée par le Premier ministre pour un contrat de 20 M€. Sous la précédente mandature, Jean-Marc Ayrault avait suspendu cette vente, de peur que le matériel soit utilisé contre des civils. Le maintien de coopérations et de ventes d'armes à la dictature togolaise est-il le signe de la « realpolitique » assumée en 2011 par la ministre Michèle Alliot-Marie devant l'Assemblée nationale? Elle proposait au dictateur Ben Ali en proie à une insurrection populaire que « le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, permette de régler des situations sécuritaires de ce type ». Depuis 50 ans, le « savoir-faire » français a profité à la dictature togolaise. Il est temps d'y mettre un terme. ✚

Collectif Afrique du PCF

Migration au féminin

Extraits de l'intervention de Davy Castel à l'université d'été du PCF

Un migrant sur deux est une migrante. Les femmes constituent la moitié de l'humanité, elles composent également la moitié de l'humanité qui migre. Pour autant, si l'on en croit les représentations des migrant-e-s dans les médias et, plus inquiétant, dans les publications scientifiques, l'image du migrant est presque toujours masculine. Non dans la réalité - il suffit d'aller sur le terrain pour le voir -, mais dans l'imaginaire collectif, la migration est essentiellement un monde d'hommes (...).

Premièrement, la majorité des migrantes migre pour travailler, obtenir ses ressources propres, et non pour rejoindre un conjoint (...).

Deuxièmement, les migrantes ne sont ni les moins qualifiées ni les plus démunies des femmes des pays d'origine. Il faut des ressources intellectuelles, sociales et économiques pour migrer, en particulier à l'international : de l'argent, des connaissances à destination et dans les pays traversés et un capital socioculturel suffisamment élevé pour envisager la migration. C'est plutôt la petite bourgeoisie des pays d'origine qui migre et non les classes sociales les plus défavorisées. Pour autant, en pays d'accueil, les migrantes sont cantonnées aux emplois domestiques et peu qualifiés (...).

Par ailleurs, les femmes ne migrent pas uniquement pour obtenir de nouvelles ressources économiques. D'autres considérations influent sur leur décision de migrer et le féminisme est en bonne place : accès à la contraception, relations plus égalitaires entre les femmes et les hommes, fuite de sévices sexuels... Les migrantes se revendiquent rarement féministes (plus elles sont ouvertement subversives, plus elles risquent d'être rejetées), mais elles le sont, de fait (...).

Dans le même temps, la migration féminine peut contribuer au maintien des inégalités de sexe et n'est pas forcément synonyme d'émancipation. Ainsi, l'emploi de migrantes pour effectuer les tâches domestiques au sein des pays d'accueil permet de faire face au développement de l'emploi qualifié des femmes locales sans remettre en cause l'ordre des sexes au sein des familles. La vulnérabilité de leur statut rend également les migrantes plus exposées à la domination masculine. De même, tout échec, toute faiblesse de leur part seront exploités comme des signes que la place des femmes est à la maison et non en migration. À l'inverse, toute réussite, tout « contre-exemple » sera aisément considéré comme une exception, raillé, trivialisé. On ne se débarrasse pas comme ça de la domination masculine. Une piste d'action essentielle consiste alors à renforcer la vitalité groupale des migrantes, autrement dit, la capacité de ces femmes, en tant que groupe social, à agir sur leur propre destinée. Celle-ci dépend de trois facteurs : leur poids démographique, leur niveau de contrôle institutionnel (capacité à peser sur les décisions du pays d'accueil) et leur statut social (niveau de prestige au

sein de la société hôte). Cela suppose d'agir dans deux directions : vers l'État (contrôle institutionnel) et vers la société (statut social).

Notons également que les migrantes ne sont pas toujours libres de la façon dont elles s'insèrent en pays d'accueil. Elles subissent de multiples pressions et cela d'autant plus que leur vitalité groupale est faible : pressions de la population d'accueil qui les enjoint à l'assimilation, pression de la population du pays d'origine qui les enjoint à conserver leurs racines, pressions des autres migrant-e-s qui les enjoignent à suivre leur exemple. En particulier, le rejet dont elles sont l'objet influence leurs stratégies d'acculturation : en pays d'accueil, il les décourage d'adopter la culture du pays d'accueil, et en pays d'origine, il les incite à ne pas maintenir le lien. On voit vite apparaître les cercles vicieux : rejetée en pays d'origine, la migrante s'éloigne de ses racines, par conséquent elle y est d'autant plus rejetée. Et rejetée en pays d'accueil, elle ne s'y intègre pas et y subit donc un rejet grandissant. Prise dans une double spirale négative elle risque la marginalisation. Renforcer la vitalité groupale des migrantes permet donc qu'elles soient moins soumises aux pressions sociales reçues. Il y a également un enjeu important à lutter pour une politique d'intégration, et non d'assimilation ou de séparation, permettant aux migrantes de développer des liens au sein des pays d'accueil tout en conservant ceux avec les pays d'origine ; seule politique à même de leur permettre de conserver des relations positives avec les deux populations d'appartenance.

Insistons aussi sur le fait que les migrantes sont doublement discriminées : en tant que migrant et en tant que femme. C'est la double peine : si vous échappez au sexisme, vous affrontez la xénophobie, et inversement. Quand on appartient à deux groupes sociaux discriminés, les effets ne s'annulent pas, ils se multiplient : en tant que groupe doublement distinctif, on est bien plus exposé à la stigmatisation. De plus, les migrantes se situent bien souvent dans l'angle mort du combat progressiste : la question féminine est rarement la priorité des mouvements de défense des migrant-e-s et la question des migrantes est rarement la priorité des mouvements féministes. (...) Il est donc essentiel de veiller à la place faite aux questions migratoires dans le mouvement féministe et à la place faite aux questions féministes dans la défense des migrant-e-s.

Pour finir, le lien des migrantes avec leur pays d'origine doit être soutenu. (...) Le mouvement progressiste doit jouer son rôle de pont entre les populations. ✪

Davy Castel
enseignant-chercheur en psychologie,
université de Picardie Jules Verne

L'imaginaire communiste

À l'occasion de l'anniversaire de 1917, la presse bourgeoise s'est beaucoup réinterrogée sur le communisme en France. Elle a beau répéter, en effet, que tout ça est mort et enterré, elle n'y croit pas vraiment. *Le Figaro* du 8 novembre (p. 15) par exemple s'agace que « le communisme a trouvé en France un terrain favorable et l'a marqué d'une empreinte sans équivalent » en Europe de l'Ouest. Les raisons ? Le chroniqueur en énumère trois : « une certaine sensibilité collective héritée du catholicisme (méfiance envers l'argent) ». Pourquoi pas. « *Le legs de la Révolution française* ». Tout à fait (même si le canard oublie le legs de la Commune). Et le « label républicain » donné dès les années 30 au PCF. L'article se termine ainsi : De l'affaiblissement du PCF, « on ne saurait pas déduire que les racines du communisme en France sont mortes (...). Délivré de toute obligation de solidarité envers le bilan désastreux des régimes communistes d'antan, cet imaginaire (communiste) bénéficie dans notre pays d'une inépuisable mansuétude. Son destin est inextricablement lié à celui de l'exception française ». Il y a des jours où ça fait du bien de lire *Le Figaro*... ✪

Gérard Streiff



Marchais L'expo

Du 28 novembre 2017 au 15 janvier 2018
Du lundi au samedi de 10h à 18h30 - Entrée libre
(sauf les samedis 23, 30 décembre et 6 janvier)
Espace Oscar Niemeyer - 2, place du Colonel-Fabien
Paris 19^e - M^o Colonel-Fabien

Inauguration - lundi 27 novembre - 19 h
PCF - PL. du Colonel Fabien

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.



SALIHA BOUSSEDRA
lors du débat après
la projection du 13 novembre
à Château-Thierry (02)

Projections organisées dans le cadre de Cause commune

SALIHA BOUSSEDRA
20 novembre : Nevers
21 novembre : Nantes
2 décembre : Perpignan

JEAN QUÉTIER
16 novembre : Saint-Amand-Montrond (18)
22 novembre : Serémange (57)
24 novembre : Chalon-sur-Saône (71)
5 décembre : Douchy-les-Mines (59)
8 décembre : Cahors (46)

GUILAUME ROUBAUD-QUASHIE
2/12 : Manosque